

# Est-il possible de prévoir des congés spécifiques dans un accord collectif d'entreprise ?

## Réponse courte

Oui, il est possible de prévoir des congés spécifiques dans un accord collectif d'entreprise au Luxembourg. Le Code du travail luxembourgeois reconnaît expressément cette faculté, permettant à l'accord collectif de créer, allonger ou améliorer des congés existants, à condition de ne pas porter atteinte aux droits impératifs prévus par la loi.

L'accord collectif doit définir précisément pour chaque congé spécifique le motif, la durée, les conditions d'octroi, le régime de rémunération, ainsi que les modalités de demande et de justification. Ces congés s'ajoutent aux congés légaux et ne peuvent ni les remplacer ni les réduire. L'accord doit être formalisé, signé par les parties, et déposé auprès de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour être opposable.

## Définition

Un accord collectif d'entreprise est un acte négocié entre l'employeur et les représentants du personnel, destiné à fixer des conditions de travail et d'emploi applicables à l'ensemble des salariés de l'entreprise. Au Luxembourg, il peut prévoir des dispositions plus favorables que la loi, notamment en matière de congés. Les congés spécifiques désignent des absences rémunérées ou non, autres que les congés légaux (congé annuel, congé pour raisons familiales, etc.), accordées pour des motifs particuliers définis par l'accord collectif.

## Questions fréquentes

### Comment les congés spécifiques d'accord collectif s'articulent-ils avec les congés légaux ?

Les congés spécifiques prévus par accord collectif s'ajoutent aux congés légaux et ne peuvent en aucun cas les remplacer ou les réduire. Ils constituent un avantage supplémentaire pour les salariés et doivent faire l'objet d'un suivi administratif distinct des congés légaux.

### Peut-on créer des congés supplémentaires par accord collectif d'entreprise au Luxembourg ?

Oui, le Code du travail luxembourgeois permet expressément de prévoir des congés spécifiques dans un accord collectif d'entreprise. Ces congés peuvent créer, allonger ou améliorer des congés existants, à condition de ne pas porter atteinte aux droits impératifs prévus par la loi et de s'ajouter aux congés légaux sans les remplacer.

### Quelles sont les conditions pour instituer des congés spécifiques par accord collectif ?

L'accord collectif doit définir précisément pour chaque congé spécifique le motif, la durée, les conditions d'octroi, le régime de rémunération, ainsi que les modalités de demande et de justification. L'accord doit être formalisé, signé par les parties, et déposé auprès de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour être opposable.

### Quels types de motifs peuvent justifier des congés spécifiques en accord collectif ?

Les congés spécifiques peuvent concerner des événements familiaux, des obligations personnelles, des motifs de formation, ou des circonstances exceptionnelles propres à l'entreprise. L'accord collectif doit préciser chaque motif de manière claire pour éviter toute ambiguïté lors de l'application.

## Conditions d'exercice

La possibilité d'instituer des congés spécifiques par accord collectif d'entreprise est expressément reconnue par le Code du travail luxembourgeois. L'accord collectif peut ainsi créer, allonger ou améliorer des congés existants, sous réserve de ne pas porter atteinte aux droits impératifs prévus par la loi. Les congés spécifiques peuvent concerner, par exemple, des événements familiaux, des obligations personnelles, des motifs de formation, ou des circonstances exceptionnelles propres à l'entreprise. Leur mise en place requiert l'accord des parties signataires et doit être formalisée dans le texte de l'accord collectif, dûment déposé auprès de l'Inspection du travail et des mines ([ITM](#)).

## Modalités pratiques

L'accord collectif doit préciser pour chaque congé spécifique : le motif, la durée, les conditions d'octroi, le régime de rémunération, les modalités de demande et de justification, ainsi que les éventuelles restrictions ou exclusions. Il appartient à l'employeur d'assurer la publicité de ces dispositions auprès des salariés, notamment par affichage ou communication individuelle. Les congés spécifiques prévus par accord collectif s'ajoutent aux congés légaux et ne peuvent en aucun cas les remplacer ou les réduire. Leur gestion doit être conforme aux stipulations de l'accord et faire l'objet d'un suivi administratif distinct.

## Pratiques et recommandations

Il est recommandé de définir de manière précise et exhaustive les congés spécifiques dans l'accord collectif, afin d'éviter toute ambiguïté ou contestation ultérieure. Les modalités de preuve et de notification doivent être adaptées à la nature du congé et à l'organisation de l'entreprise. Il est conseillé d'associer les représentants du personnel à l'élaboration et à la révision de ces dispositifs, afin d'assurer leur pertinence et leur acceptabilité. Une veille régulière sur la jurisprudence nationale est nécessaire pour garantir la conformité des congés spécifiques aux évolutions du droit du travail luxembourgeois.

## Cadre juridique

La faculté de prévoir des congés spécifiques par accord collectif d'entreprise découle des articles [L.162-2](#) et suivants du Code du travail luxembourgeois, relatifs au contenu des conventions et accords collectifs. La jurisprudence nationale confirme la validité de telles dispositions, sous réserve du respect des droits impératifs et de la non-discrimination entre salariés placés dans une situation comparable. L'accord collectif doit être déposé auprès de l'[ITM](#) conformément à l'article [L.162-10](#), conditionnant son opposabilité et son entrée en vigueur.

Veillez à ce que les congés spécifiques prévus par accord collectif ne portent pas atteinte aux droits légaux des salariés et soient rédigés de manière suffisamment claire pour éviter tout risque de litige lors de leur application.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.